

24 avril 2007

## Information à la presse • Information à la presse

### Projet commun FEM/DGB-Bildungswerk

« Renforcer le dialogue social en Europe du Sud-Est grâce aux outils de RSE »

#### Conférence de clôture

**24-25 avril 2007, Istanbul**

La conférence de clôture, organisée à Istanbul les 24 et 25 avril 2007, a mobilisé quelque 65 représentants de syndicats de la métallurgie de 14 pays européens, des organisations patronales ainsi que des représentants du gouvernement. La conférence marquait le point d'orgue d'un projet commun de la FEM et du DGB Bildungswerk axé sur le dialogue social et les relations industrielles en Europe du Sud-Est.

Cinq ateliers ont été organisés avec succès pour les représentants des travailleurs et des syndicats venant des pays concernés par les projets. Ces ateliers portaient sur les activités syndicales et la détermination des politiques au niveau européen, le dialogue social et les systèmes de relations industrielles en vigueur dans différents pays européens, ainsi que sur différents outils de résolution des problèmes présents au sein des entreprises multinationales.

Le projet s'accompagnait d'une étude effectuée par l'Université de Bochum (Gemeinsame Arbeitsstelle RUB/IGM), qui a contribué à une meilleure connaissance du secteur de la métallurgie dans cette région, particulièrement en ce qui concerne la structure, les récentes évolutions en matière d'investissements étrangers directs et les tendances futures, mais aussi en ce qui concerne les relations industrielles et les conditions de travail dans les entreprises multinationales en Europe du Sud-Est. « Les syndicats peuvent et doivent influencer activement, dans leur pays respectif, une politique industrielle favorisant le développement durable, la croissance économique ainsi que des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité », a affirmé Peter Scherrer, Secrétaire général de la FEM.

De nombreuses organisations syndicales d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est sont encore confrontées à de graves difficultés : l'absence de structures efficaces de dialogue social, la faiblesse des organisations patronales et/ou souvent le non-respect, par les employeurs, des droits du travail, les privatisations et les restructurations, et la diminution des effectifs syndicaux – telle est la réalité à laquelle de nombreux syndicalistes de la région doivent faire face au quotidien dans leur travail.

PRESS 25/2007

1/2

## Press Release

---

Ces problèmes revêtent également une importance centrale dans le pays qui accueille la conférence, la Turquie, où les droits fondamentaux des travailleurs en matière de liberté d'association et de négociations collectives sont souvent violés, bien qu'ils soient garantis par la loi turque et que les conventions de l'OIT aient été ratifiées par la Turquie. Cette situation dramatique résulte principalement du fait que la législation turque sur le travail n'est pas en conformité avec les principales règles et pratiques internationales reconnues au sein de l'Union européenne, à laquelle la Turquie souhaite adhérer.

Le problème de la liberté d'association en Turquie reste une source majeure d'inquiétude à la fois pour l'OIT et l'UE. Les participants à la conférence soutiennent pleinement les revendications des syndicats et représentants des travailleurs visant à mettre la loi turque en conformité avec les conventions et normes européennes reconnues sur le plan international.

La conférence s'est tenue sur fond d'intégration européenne et des défis résultant de ce processus. Le message de la conférence est clair : la FEM et ses organisations affiliées continuent de tout mettre en œuvre pour saisir les opportunités offertes par l'élargissement et écarter toute menace pesant sur les intérêts des travailleurs. « Nous devons nous assurer que l'intégration des pays candidats à l'Union européenne réussisse, notamment au niveau des standards sociaux et économiques », a expliqué Peter Scherrer, le Secrétaire général de la FEM. « Les syndicats ont un rôle crucial à jouer en s'assurant que cette adhésion se fasse d'une manière socialement acceptable. L'Europe doit avoir une dimension sociale forte pour être une Europe acceptée et respectée par les travailleurs et citoyens européens. Nous devons lutter ensemble et solidairement pour cette dimension sociale. Il est particulièrement important de le réaffirmer en vue du prochain Congrès de la FEM qui se tiendra en juin, et dont le slogan sera « Plus de solidarité pour une Europe sociale ».

---

La FEM est un organe représentatif défendant les intérêts des travailleurs de l'industrie métallurgique en Europe. La FEM dispose d'un mandat de coordination et de représentation externes des syndicats de la métallurgie ainsi que d'un mandat lui permettant d'engager des négociations au niveau européen.

*Pour plus d'informations, merci de vous adresser à :*

Rédacteur, Peter Scherrer, Secrétaire général de la FEM, tél. +32 2 227 10 16